**Faits historiques et compréhension sur la période de référence**

Histoire et chronologie des Temps Présents La vie politique à La Réunion (1942-1963) Dans une histoire des temps présents où le politique occupe une place si déterminante, les années 1942-1963 sont encore proches. La mémoire d’une large partie de la population réunionnaise garde le souvenir de ces années d’une intense vie politique : des acteurs de la départementalisation de 1946, des rassemblements gaullistes et communistes des années cinquante, des campagnes électorales mélange de violences et de fraudes… Nombre d’habitants se souviennent du dernier gouverneur Capagorry, des préfets Demange ou Perreau-Pradier. 1942-1946 De la colonie au département En 1942, après la libération de son territoire par les forces gaullistes, la colonie Réunion est sous la direction d’André Capagorry, qui prend officiellement le titre de gouverneur par le décret du 1er décembre 1942. La Colonie est exsangue. La seconde guerre mondiale a réduit pour plusieurs années son faible potentiel économique. La compréhension de la situation politique au début de ces années quarante impose de prendre en compte le poids de ces deux années de la révolution nationale, du régime de Vichy sous la direction d’Aubert et le poids politique des années du front populaire. L’explication du présent oblige à ce retour sur deux moments saillants de l’histoire de la Colonie. Dans ce temps d’une vie politique renaissante (1942-1945), nombreuses sont les références faites à ces années de guerre et aux idées départementalistes des mois de 1936-1937. La gauche tente de renouer avec la dynamique de ces combats du front populaire. Le souffle départementaliste s’évalue dès les premières consultations électorales de l’après-guerre. Pour la première fois depuis 1936 l’ensemble du corps électoral réunionnais est appelé à voter. L’article 6 de l'ordonnance du 20 novembre 1944 porte adaptation aux territoires relevant du Ministère des Colonies des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la Libération et accorde aux femmes le droit de vote. Dans la Colonie, ces élections apparaissent comme le point d'affrontement (dans les urnes) d'une bipolarisation naissante entre deux blocs. À gauche, un mouvement de rassemblement aboutit à la naissance officielle du Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale. Le C.R.A.D.S est alors animé par le Docteur Raymond Vergès (Président) et Léon Lepervanche. Il hérite du projet et de l’expérience du Rassemblement populaire de 1936-1937. Le second pôle se construit autour d'un bloc unissant les représentants des droites locales sous l'influence dominante de la démocratie-chrétienne et d'un leader: Alexis de Villeneuve. La vigueur et le dynamisme de la presse (Le Progrès, Témoignages, La Démocratie, Le Communiste, Le Cri du Peuple) de ce premier semestre 1945 sont des révélateurs de la vitalité du débat et de la force des enjeux politiques pour une large partie de la population. La campagne des municipales de mai 1945 se déroule dans un climat des plus calmes. Le gouverneur Capagorry affiche hautement son intention d'encadrer ces premières échéances nationales. Pour prévenir tous les désordres et le retour aux fraudes électorales de la IIIème République, le Gouverneur prend plusieurs mesures (forte présence des forces de l'ordre, vente de rhum interdite pendant 43 jours, attention portée jusqu'à la transparence des rideaux d'isoloirs..). "La Réunion, véritable foyer de la civilisation française dans l'Océan Indien, partie intégrante de notre Grande Patrie, sera elle-même, dimanche le point de mire de la Métropole, des Colonies et aussi des Nations alliées" (Capagorry) Une note du 17 mai du CRADS au gouverneur souligne l'exigence d'une rupture avec les comportements politiques passés (-légalité des listes électorales ;-interdiction de toute distribution de rhum ou d'argent ;-interdiction de la vente de toutes les boissons alcooliques la veille et le jour du scrutin, -interdiction de transports massifs d'électeurs par camion -rappel des dispositions législatives (passage par l'isoloir, communication des cartes électorales…). Le face à face des deux listes se conclut par une victoire remarquable du CRADS dans 12 communes sur 23. Le renouveau s’exprime d’autant plus que la participation électorale est massive (74,5%). Succès importants si l’on examine le poids des 12 communes dans la Colonie. La gauche conquiert les grandes villes de l'île (Saint-Denis, Le Port, Saint-Louis, Saint-André, Saint-Paul, La Possession, Saint-Pierre). La volonté politique exprimée lors des premières échéances électorales de l'après-guerre est avant tout un message de rénovation sociale. C'est un vote contre la régression sociale accentuée par les années de guerre. Comme le note le journal Le Progrès, on a voté contre la bourgeoisie locale et sur le slogan " Le Pouvoir au peuple ". En octobre 1945, lors des cantonales, le C.R.A.D.S. remporte 31 sièges sur 36. La géographie électorale de ces scrutins dessine une fois encore un croissant allant du canton de Saint-Pierre à celui de Saint-André. Pour les élections à l’Assemblée constituante, les deux représentants du C.R.A.D.S. sont élus (Léon de Lépervanche et Raymond Vergès). Le projet et la volonté politique réunionnaise rencontrent une majorité de gauche (P.C.F., S.F.I.O.) qui entend répondre à son projet départementaliste. Le PCF avec plus de 5 000 000 de suffrages sur 20 000 000 d'électeurs obtient 26 % des exprimés (soit 11 % de plus qu'aux dernières consultations) et devient le premier parti de France. Cette situation politique (accord entre " les représentants des anciennes colonies " et le gouvernement) conduit au vote du 14 mars et à la loi du 19 mars 1946. La Réunion devient un département français. Bipolarisation R.P.F. - P.C.F Avec les élections législatives de mai-juin 1946, l’histoire politique réunionnaise entre dans une nouvelle périodisation marquée par un retour des violences électorales et l’accentuation d’une fracture entre les deux principaux camps. Dans une conjoncture sociale caractérisée par les écarts de richesse et le paupérisme d’une large partie de la société, l’affrontement frontal est désormais la règle. L’expression " bipolarisation ", souvent utilisée pour peindre ces années de tensions politiques, doit cependant être affinée. À gauche, un axe communiste se constitue. Il se construit autour de personnalités qui exercent un fort ascendant (Raymond Vergès, Léon de Lepervanche, Jean Hinglo…). Dans un premier temps (1945-1947), il se retrouve majoritairement au sein du C.R.A.D.S., puis se recompose avec la création de la Fédération réunionnaise du parti communiste français (1947). À droite, l’année 1947 voit la naissance et la forte implantation du Rassemblement du Peuple Français. Le Rassemblement gaulliste réunionnais joue un rôle central de 1947 à 1953. Les élections pour la nouvelle Assemblée constituante (2 juin 1946) sont un moment de rupture dans le renouveau du suffrage universel. Le climat d’affrontements des années trente ressurgit. Les graves incidents (expulsion de délégués électoraux, coups et insultes..) révèlent les premiers signes d’une résurgence des violences électorales. Dès le début de la campagne électorale, les réunions des candidats sont fortement perturbées. C’est, dans ce climat, que le sang coule avec l’assassinat d’Alexis de Villeneuve. Le samedi 25 mai, sur la place de la cathédrale de St Denis, lors d’un rassemblement organisé par le M.R.P., Alexis de Villeneuve est tué d’une balle de revolver. Cet assassinat ouvre une longue période de tensions. Dans les jours qui suivent le meurtre du leader MRP, la situation explosive dans le département s’inscrit à la Une de la presse nationale. Les relations entre le C.R.A.D.S. et le gouverneur se détériorent. Sur le plan électoral, dans la seconde circonscription, la mobilisation (74% des inscrits) joue en faveur de Raphaël Babet. Le scrutin dans la 1ère circonscription est reporté au 16 juin. Marcel Vauthier est élu député. Après le développement de deux camps lors des municipales et des législatives, vient le temps de l’organisation des formations politiques. Dans le contexte de l’année 1947, deux partis nationaux s'enracinent dans la vie politique départementale (le RPF et le PCF). Au début de l’année 1947, après l’échec de son appel au NON au referendum d’octobre 1946, de Gaulle revient sur le devant de la scène politique avec deux discours (Bruneval le 30 mars et Strasbourg le 7 avril). La naissance et la vie du R.P.F. à La Réunion sont tumultueuses, riches de querelles et de polémiques internes et personnelles entre les notables politiques du département. Depuis Paris, Jacques Soustelle cherche à éviter les écueils et les pièges. La nomination de Jean Chatel s’accompagne du souhait d’un élargissement du Comité afin de permettre l’entrée de " personnes représentatives des différentes nuances d’opinion et des secteurs sociaux de l’île ". Le R.P.F. constitue pendant plusieurs années l’organisation politique capable de rassembler les morceaux du puzzle des forces politiques et des notabilités hostiles au C.R.A.D.S. et de fédérer les forces anti-communistes. Dans le contexte départemental, les dirigeants départementaux du R.P.F. reprennent à leur compte les thèmes développés par le général de Gaulle dans son discours de Rennes, le 27 juillet 1947. Lors des municipales de 1947, dans la plupart des communes, la situation se présente sous la forme d’une opposition communistes-gaullistes. À l’image du général de Gaulle, qui choisit de s’engager contre l’avis d’une partie de son entourage, le RPF départemental se lance résolument dans la bataille en respectant les directives des circulaires nationales. Les résultats du premier tour illustrent dans le département, comme pour l’ensemble du pays, le raz-de-marée gaulliste .Le R.P.F. obtient la majorité des sièges dans de nombreux conseils municipaux (St Denis, Ste Suzanne, Salazie, Plaine des Palmistes, Ste Rose, Trois Bassins, Avirons, Etang salé, Entre Deux, St Joseph, St Philippe, Tampon, St Pierre). Les communistes perdent cinq municipalités et conservent St Paul, Le Port, St André, Ste Marie, La Possession, St Leu, Bras-Panon, St Louis. À travers cet échec électoral, les communistes réunionnais viennent de mesurer le poids et la dynamique de l’organisation gaulliste dans le département. Dans un contexte national marqué par l'éviction des ministres communistes par le socialiste Ramadier, le 30 novembre 1947, à l’Hôtel de ville de St Denis, se déroule la première conférence fédérale du P.C.F.. Raymond Vergès préside cette naissance avec plus de 400 délégués. Les interventions des orateurs portent sur la situation sociale du département et les attentes de la population. " Depuis un an, par l’effort tenace de ses élus communistes, en accord avec les élus communistes des autres vieilles colonies, la Réunion a obtenu le statut de département français. Mais là, comme ailleurs dans l’Union Française, les promesses n’ont pas été tenues et les marchandages ont seuls répondu à la confiance des populations. Là comme ailleurs les trusts coloniaux et leurs complices haut placés ont eu recours aux mêmes sanglantes provocations " À la fin de l’année 1947, la vie politique réunionnaise est désormais structurée autour de deux axes (Fédération communiste - Rassemblement du Peuple Français). De 1948 à 1951, le Rassemblement est la force politique dominante tant dans l’expression de sa force militante que sur le plan électoral. 1948 s’inscrit dans l’histoire du R.P.F. comme l’année de la mobilisation et des grands meetings. Au jardin colonial de St Denis, le 25 avril, une vaste réunion d’information rassemble 10.000 personnes. Le 27 avril 1947, l’annonce de la mort de Jean Chatel ouvre à Jules Olivier la voie de la présidence du Rassemblement et de la Mairie de St Denis. Symbole de la dynamique du RPF, les succès du 14 octobre 1948 avec l’élection d’Olivier et Vauthier au Conseil de la République. André Blanchet, journaliste au Monde, est présent dans l’île lors de ces élections. Il décrit ainsi le déroulement du scrutin : " J’ai assisté à ces élections, qui ont matérialisé devant mes yeux la coupure abrupte et sans équivoque de l’opinion publique en deux blocs plus que rivaux : hostiles. Non seulement aucune voix ne s’égara sur des listes autres que la communiste et l’anticommuniste, mais on vit en outre les délégués, sur le perron et dans le parc du palais de justice où se déroulait le scrutin, se ranger spontanément de part et d’autre d’une ligne de démarcation invisible, mais plus étanche qu’aucune frontière, puisque nul ne la franchit durant les deux heures que dura le dépouillement : deux camps, deux camps retranchés… " Le début de la décennie cinquante marque le reflux du RPF. L’échec des législatives de 1951 accélère les divisions internes du mouvement gaulliste. À l’évidence, les parcours individuels l’emportent sur le combat collectif. En 1953, le RPF conserve quelques municipalités dont St Denis après des affrontements très vifs entre Babet et Olivier. Dans cette phase terminale du RPF, c’est un maire gaulliste (Olivier) qui se prépare à accueillir le général de Gaulle pour sa première visite sur l’île de La Réunion. Conscient de cette perte d’influence, dès le 25 novembre, dans son éditorial, Le Progrès s’interroge sur fin du mouvement gaulliste(" Où est le RPF ? "). 1956 : une année de rupture 1946-1956 : dix années après la naissance du département, le bilan s’impose comme un thème prégnant dans la vie politique de l’île. Alors que la France des années cinquante profite des premiers moments de l’expansion, La Réunion ne connaît ni la croissance ni la hausse du niveau de vie. La question du statut n’est encore posée qu’au regard de la déception de la population et des espérances nées en mars 1946. Le département ne parvient pas réellement à exister, à sortir du passé colonial. Les gouvernements de la IVème république sont constamment rappelés aux engagements de la loi, mais le temps joue contre le développement du département. Le regard des observateurs et les articles de la presse nationale confirment l’accumulation des retards. La progression du nombre des chômeurs non secourus, la non application des textes de lois aux départements d’outre-mer, participent de ce mouvement de mécontentements qui touchent la grande majorité des Réunionnais En 1956, La Réunion n’est pas à l’écart de l’effervescence politique née de la dissolution de l’Assemblée nationale. Cette bataille électorale s’engage sur fond de crise économique et de guerre en Algérie. Dans le département, les enjeux nationaux se croisent avec les inquiétudes sociales d’une population déçue par les résultats de la départementalisation. La campagne électorale repose la question des fraudes et des violences électorales. En ces années de la IVème république, après la parenthèse des scrutins de 1945, les affrontements et les fraudes le jour du vote sont permanents. Ce sont ces pratiques et les tensions qui en découlent lors de chaque scrutin que le législateur (Assemblée nationale puis Conseil de la République) veut atteindre lorsqu’il examine au début de l’année 1950 la proposition de loi de Jean Minjoz. 1956 : Le bilan de la départementalisation est d’abord celui de l’insatisfaction. Les élections législatives de janvier traduisent ce sentiment. La victoire de deux députés communistes (Paul Vergès et Raymond Mondon) bouscule le paysage politique. 1956 voit aussi la nomination d’un nouveau Préfet, Jean Perreau-Pradier, décidé à s’opposer à cette progression des idées communistes dans le département. L’opposition entre le Préfet et les communistes se mesure très rapidement lors des scrutins de St André (1957) et la législative partielle qui suit le décès de Raphaël Babet. Le climat délétère des scrutins de la fin 1957 place une nouvelle fois La Réunion sur le devant de la scène politique nationale avec un débat parlementaire sur les atteintes au suffrage universel dans l’île et la création d’une Commission d’enquête à l’initiative du Parlement. 1958-1963 : Des changements majeurs Au cours de ces années allant de 1958 à 1963, la vie politique réunionnaise connaît des évolutions déterminantes. Un évident changement d’échelle impose de nouvelles approches. Sur le plan international, la décolonisation bouscule les équilibres. Sur le plan national, la rupture de l'année 1958 ouvre le chantier d'une nouvelle politique. En 1959, le général de Gaulle, président de La République, fait son second voyage dans l’île. Dans les départements d'Outre-mer, le nouveau régime impulse une politique volontariste. La loi-programme du 30 juillet 1960 concrétise cette orientation. Le IVème plan (1962-1965) prolonge les efforts pour un développement économique et social. En mai 1959, la naissance du Parti Communiste Réunionnais et son combat pour une évolution du statut de l'île constituent une nouvelle donne. Dans ce contexte, l'ordonnance du 15 octobre 1960, appelée ordonnance Debré parce que le Premier Ministre en porte en grande partie la paternité, est un instrument supplémentaire au service du gouvernement et du préfet pour combattre le P.C.R. . En mai 1963, l'élection de Michel Debré dans la 1ère circonscription de Saint-Denis modifie les rapports de force. Ce sont tous ces éléments rassemblés, qui placent l’île dans une autre dimension. L’ensemble de ces paramètres compose la nouvelle conjoncture. La Réunion apparaît autrement et entre véritablement dans sa phase de départementalisation. Dans la construction des cultures politiques (communiste, gaulliste), il faut insister sur la place de ces années, encore si prégnantes dans les mémoires. La question du statut constitue un des points de fracture. Quel statut pour La Réunion? Le débat s'installe dans la société réunionnaise (partis, presse, syndicats…). En juillet 1962, lors d'une question posée au premier ministre (Georges Pompidou), le communiste Robert Balanger, président du groupe parlementaire PCF, s'interrogeait: "Constatant la faillite de la départementalisation ou de l'assimilation adaptée, le gouvernement envisage-t-il de déposer un projet de loi tendant à permettre à la Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion de gérer elles-mêmes et démocratiquement leurs propres affaires et d'entretenir avec la France de nouveaux rapports débarrassés de tous liens de caractère colonial?". La question du statut, les attaques contre les préfets "aux pouvoirs plus étendus que ceux des gouverneurs", contre les fraudes électorales, la répression, ne restent pas sans écho dans le camp des "départementalistes". Le directeur du Journal de l'île de la Réunion (JIR), M. Cazal, riposte par un éditorial accusant les communistes de menées anti-françaises et leur reproche de "vouloir arracher leur qualité de Français aux 360.000 Réunionnais" Une campagne de cartes postales est lancée. Le texte est le suivant: " Les Réunionnais ne permettront pas au député communiste Robert Ballanger de commettre son crime contre leur île. Nous voulons rester département FRANçAIS. La carte est à adresser au Président de La République ". Après les scrutins législatifs de novembre 1962, la fraude est si flagrante, que très rapidement chacun peut estimer que le Conseil Constitutionnel sera au moins conduit à annuler la consultation de la première circonscription.. Le Journal Officiel publie non pas une, mais deux décisions d’annulation (1ere et 2ème circonscription). De nombreuses démarches sont faites en direction de Michel Debré, qui après son échec à la députation est "disponible" et vient sur l’île pour engager sa campagne électorale contre Paul Vergès. Dès le premier tour, le 5 mai 1963, l’ancien premier ministre est élu député . 1963 marque non une pause mais le début d’une nouvelle page de la vie politique réunionnaise…. Yvan COMBEAU Professeur d’Histoire contemporaine C.RE.S.O.I Université de La Réunion